



Traîtres ou Patriotes?

Par Dominique De Cleer

Cet article est dédié à Richard Goldfine, éminent historien et guide à Boston qui, au cours des ans, m'a initié à la trépidante histoire de ces hommes qui ont su gagner leur indépendance face à l'opresseur colonialiste du XVIII^e siècle. Son amour et sa connaissance de l'Histoire n'ont d'égal que son amour et sa connaissance la plus profonde de la langue de Voltaire.

En avril 1607, après pratiquement quatre mois de traversée de l'Atlantique, trois navires de la Virginia Company of London : le *Susan Constant*, le *Goodspeed* et le *Discovery* accostent les côtes de Virginie afin d'y établir une colonie britannique. Sous les ordres du capitaine Christopher Newport, les cent cinq pionniers ayant survécu au voyage s'installent à l'embouchure de la rivière James et y fondent la colonie de Jamestown. La même année, la Virginia Company of Plymouth installe une colonie dans le Maine. Vingt-trois ans auparavant, Sir Humphrey Gilbert et Sir Walter Raleigh avaient établi une colonie appelée Virginia dans l'Etat actuel de Caroline du Nord mais celle-ci avait assez rapidement périclité et il n'en restait plus rien au bout de quelques années.

En 1619, les premiers Noirs débarquent d'un bateau de guerre hollandais. Originaires d'Afrique occidentale, ils serviront de main-forte aux colons, dans les tâches les plus ardues. Toutefois, leur contrat prévoit que s'ils en honorent les termes, ils seront libérés

après cinq années ; ils seront considérés comme des citoyens à part entière et pourront même acquérir des terres au bord de la rivière. L'arrivée de mille deux cents colons supplémentaires porte la population de la colonie à trois mille personnes dont nonante jeunes femmes célibataires, en âge de prendre époux.

Le 11 novembre 1620, une centaine d'émigrants anglais qui avaient fui les persécutions religieuses et s'étaient exilés à Leyde en Hollande, débarquent du navire marchand *Mayflower* dans la baie de Cape Cod. Dix jours plus tard, les chefs de famille signent à son bord un pacte communautaire basé sur les principes de l'Eglise et connu sous le nom de *Mayflower Compact*. Celui-ci régit la conduite de la vie de la future colonie qu'ils fondent et appellent désormais Plymouth. A l'automne 1621, les pèlerins rendront grâce et louange à Dieu qui les a guidés jusqu'à ces terres et les a aidés à surmonter les difficultés de cette nouvelle vie. Les réjouissances durent plusieurs jours et le festin est à la hauteur des célébrations. Outre le maïs, les huîtres, les légumes, les fruits et les baies, les viandes ne manquent pas au menu. On y déguste des oies, des chevreuils que les Indiens Wampanoags ont apportés en guise de cadeau, mais également des volatiles qu'on appellera plus tard *poule d'Inde*.

En 1627, pas moins de mille cinq cents orphelins ont été enlevés dans les quartiers pauvres de Londres et envoyés dans les colonies où ils seront employés comme domestiques dans les fermes. Ces enlèvements font suite à l'ordonnance royale de 1619 de Jacques I^{er}, d'envoyer les orphelins dans les colonies. En 1630, emmenés par John Winthrop, une nouvelle vague de Puritains en provenance d'Angleterre s'installe dans la péninsule de Shawmut dans la colonie de la Baie de Massachusetts. La ville qu'ils y fondent s'appellera Boston, du nom de la ville anglaise dans le Lincolnshire. Elu gouverneur le 7 septembre 1629 avant de quitter l'Angleterre, il signe l'acte officiel de la naissance de la nouvelle cité qui sera également le siège du gouvernement du Massachusetts. En 1635, John Winthrop, le fils du précédent, est mandaté pour créer une colonie à l'embouchure de la rivière Connecticut. Cette colonie composée de douze établissements sera unifiée en 1662 lorsque Winthrop se rend à Londres et y obtient une charte signée par le roi Charles II. L'année suivante est créée la colonie de Rhode Island and Providence Plantations.

En 1651, le Parlement anglais vote le *Navigation Act*, une loi protectionniste visant à financer le développement de la marine de guerre et à affaiblir les colonies de la Barbade, des Bermudes et de Virginie et à assurer le monopole du commerce naval. Les termes de la loi prévoient que toute marchandise importée en Angleterre ou à destination de ses colonies, devra être transportée par des navires britanniques dont la moitié de l'équipage devra être de nationalité anglaise.

Durant la seconde moitié du XVII^e siècle, de nouvelles colonies seront créées : le Maryland, New York, la Caroline - qui dès 1691, sera divisée en deux colonies distinctes - le New Jersey, la Pennsylvanie et le New Hampshire qui deviendra en 1679 la « Province royale ». Dès 1664, le Delaware qui était principalement peuplé de Hollandais et de Suédois est sous contrôle britannique. William Penn se voit chargé de la tutelle de ce qu'on appelle alors les « Comtés-Bas du Delaware ». De 1662 à 1701, le gouverneur de Pennsylvanie assure la gouvernance de sa province et de celle du Delaware, jusqu'à ce que les Comtés-Bas soumettent une pétition d'indépendance coloniale, qui leur sera accordée. Néanmoins, jusqu'en 1776, le gouverneur de Pennsylvanie maintiendra son autorité sur les deux provinces. La dernière province à rejoindre les colonies britanniques sera la Géorgie dont la charte est accordée le 21 avril 1732 au général James Oglethorpe, membre du Parlement londonien et réformateur des

conditions pénitentiaires. A l'exception des Comtés-Bas du Delaware, de la Pennsylvanie et du Maryland qui sont des provinces de propriétaires dont les terres ont été accordées par le roi à des notables, les autres colonies sont dites « de la Couronne ». Les treize colonies ont chacune développé un système limité de gestion autonome. Les représentants locaux et provinciaux sont élus par la population qui siège aussi dans les cours locales. Le gouverneur royal est l'autorité représentant le roi dans les colonies et relève du Parlement de Londres.

En 1625, peuplées de moins de deux mille âmes, la population des colonies britanniques s'élèvera à deux cent septante-cinq mille habitants en 1700. Dans ce même laps de temps, vingt et un mille Noirs seront amenés dans les provinces coloniales. L'esclavage est une pratique commune et ne heurte pas les bourgeois puritains du Massachusetts. Les Noirs assurent les tâches domestiques ou sont mis à l'ouvrage dans les fermes. En Virginie et au Maryland, ils travaillent dans les plantations de tabac ; en Caroline, ils cultivent le riz ou l'indigo. Boston est le premier port négrier en Amérique. Les navires partent pour les Antilles avec des marchandises locales qui y sont vendues pour acheter du rhum qui servira de monnaie d'échange pour des esclaves. De retour aux Antilles, la « marchandise » est revendue aux planteurs qui les embarquent sur d'autres bateaux. Les navires partis de Boston rentrent au port les cales vides et dès lors, ne sont jamais pris en flagrant délit de contrebande. Cinquante ans plus tard, la population des colonies du nouveau monde atteint un million d'habitants. Cette croissance démographique est principalement due à l'expansion de l'immigration mais également aux ressources naturelles qui permettent de subsister sans trop de difficultés, aux nombreux mariages précoces qui engendrent une natalité importante et à la vaste étendue du territoire qui permet de limiter la propagation d'épidémies.

En 1713, la signature du traité d'Utrecht qui met définitivement un terme à la guerre de Succession d'Espagne voit croître les possessions de la Grande Bretagne au détriment de la France, son ennemie héréditaire. L'Angleterre se voit confirmer la possession des territoires de la Baie d'Hudson et de Terre-Neuve. La France doit également lui céder une grande partie de l'Acadie. De plus, les territoires Iroquois de la vallée de l'Ohio passent sous protectorat britannique alors que jusque-là, ils étaient administrés par la France. De 1756 à 1763, la guerre de Sept Ans opposera à nouveau ces deux pays. Victorieuse, la Grande Bretagne augmentera considérablement ses possessions en Amérique du Nord. La Nouvelle-France lui est cédée ainsi que toutes les îles au large du Canada, à l'exception de Saint-Pierre et Miquelon. Tous les territoires à l'est du fleuve Mississippi appartiennent désormais également à la Couronne britannique.

Jusqu'en 1764, les colons n'avaient pas particulièrement à se plaindre de leur sort sous l'autorité de la Couronne. Les conditions de vie étaient relativement décentes et l'armée de Sa Majesté veillait à la sécurité de la population. Les colonies ignoraient la mère patrie et Londres ne s'inquiétait pas trop de ce qui se passait outre Atlantique. Les lois anglaises régissant le commerce étaient appliquées avec une grande désinvolture, ce qui arrangeait particulièrement les marchands puisque les colonies faisaient partie d'un système commercial international. La fin du conflit avait ramené une paix que la Grande Bretagne n'avait plus connue depuis près d'un demi-siècle. Le pouvoir politique allait enfin pouvoir s'occuper de la gestion de l'empire. La guerre avait coûté au pays une somme colossale. La dette qui, en 1753, s'élevait à septante-cinq millions de livres

est passée à cent trente-trois millions de livres dix ans plus tard.¹ Dès lors, le gouvernement du roi George III se sent contraint et en droit d'affirmer son autorité vis-à-vis des colonies alors que les Américains étaient habitués à gérer eux-mêmes leurs provinces. Les élus des assemblées coloniales n'avaient que du mépris pour le gouvernement de Londres et pour les fonctionnaires royaux. Ils estimaient que leurs institutions étaient souveraines et que le Parlement londonien ne pouvait en limiter les compétences. Le droit de lever des taxes était une prérogative de ces seules institutions.

En avril 1764, le gouvernement anglais, soutenu par le Premier ministre George Grenville, approuve une taxe sur le sucre et interdit l'importation de vins français et de rhum étranger. L'*American Revenue Act*², communément appelé *Sugar Act*³, suscite un vent de colère auprès des colons dont le trafic de sucre, de vins et de rhum est une source non négligeable de revenus. A Boston, l'avocat James Otis dénonce vigoureusement le Parlement qui se permet d'imposer des taxes aux colonies alors que celles-ci n'y sont même pas représentées et dénonce de même l'interdiction faite aux colons d'imprimer du papier-monnaie décrété par le *Currency Act*⁴ du 19 de ce même mois. Les marchands bostoniens argumentent que le marché esclavagiste est étroitement lié à celui du sucre et de rhum et qu'il devrait donc être protégé au lieu d'être sanctionné. En mai, le *Boston Evening Post* prend le parti des colons et dénonce la politique commerciale de Londres. Dès le mois d'août, ils mettent un terme au commerce de produits de luxe importés de Grande Bretagne. Les marchands new-yorkais se joignent au mouvement du Massachusetts et boycottent les importations de produits de luxe. Le 22 mars 1765, les lords votent le *Stamp Act*. Ce droit de timbre est imposé aux colonies sur tous les documents imprimés ou les actes officiels : certificats de naissance ou de décès, pamphlets, journaux, contrats immobiliers, licences commerciales, cartes à jouer et dés. Avec les revenus générés par ces taxes, additionnés à ceux du *Sugar Act*, le Parlement espère ainsi couvrir au moins la moitié des coûts de l'expédition britannique lors de la rébellion de Pontiac en 1763-1764 et de la guerre de Sept Ans.

A la Chambre des lords, le colonel Isaac Barré, qui a notamment combattu à Louisbourg et à Québec, n'a pas voté en faveur du *Stamp Act* et met ses membres en garde en disant : *Il y a dans cette Chambre des messieurs des Indes occidentales mais il y en a peu qui connaissent les conditions en Amérique du Nord [...]*⁵ Alors que Charles Townshend, le chancelier de l'Echiquier présente le droit de timbre à Benjamin Franklin et aux autres agents américains, il répond en décrivant les colonies : *[...] des enfants nés par nos soins, nourris par notre indulgence jusqu'à ce qu'ils aient atteint un degré de force et d'opulence et protégés par nos armes [...]*. Barré rétorque : *Nés par vos soins ? Non ! Votre oppression les a fait naître en Amérique. Ils ont fui votre tyrannie pour un pays incultivé et inhospitalier [...]* *Nourris par votre indulgence ? Ils ont grandi fort de votre négligence jusqu'à ce que vous commenciez à vous en soucier, vous en soucier en envoyant des personnes pour les gouverner, dans l'un ou l'autre département, peut-être des adjoints d'adjoints de certains membres de cette Chambre, envoyés pour espionner leurs libertés, pour dénaturer leurs actions et pour s'en prendre à eux ; des hommes dont le comportement a, à de maintes reprises, provoqué le recul du sang de ces fils de*

¹ De quinze milliards cent cinquante millions à vingt-quatre milliards sept cent trente-huit millions de livres actuelles.

² Loi sur les revenus américains.

³ Loi sur le sucre.

⁴ Loi sur les devises.

⁵ The History of Parliament: the House of Commons 1754-1790 - Ed. L. Namier, J. Brooke, 1964.

*la liberté ; des hommes promus aux plus hautes sphères de la justice, dont certains, à ma connaissance, se sont félicités d'aller dans un pays étranger pour échapper à la justice d'une cour dans leur propre pays. [...] Protégés par vos armes ? Ils ont noblement pris les armes pour votre défense [...] ce que je vous livre sont les véritables sentiments de mon cœur [...] Le peuple, je le pense, est aussi loyal que n'importe quel sujet du Roi, mais un peuple jaloux de ses libertés et qui les défendra si jamais elles devaient être violées, mais le sujet est trop délicat - Je n'en dirai pas plus.*⁶ Pour la première fois, les termes Fils de la Liberté furent employés et deviendront le symbole de la résistance des colonies américaines à l'encontre des Britanniques. Lorsque la loi fut adoptée, Benjamin Franklin qui était encore à Londres écrivit à Charles Thompson à Philadelphie : *Le soleil de la liberté est couché ; vous devez allumer les bougies de l'industrie et de l'économie, ce à quoi Thompson répondit : Je crains que d'autres lumières puissent devenir une nécessité.*⁷

Pour faire appliquer la loi, le gouvernement offre 300 livres aux fonctionnaires chargés du recouvrement des droits. A Boston et dans d'autres villes, des émeutes éclatent et les percepteurs des droits de timbres sont menacés et forcés à renoncer à la perception de ces taxes. Certains sont enduits de goudron et emplumés. Des effigies du Premier ministre Grenville sont pendues ou brûlées en public. Cette vague de protestations oblige les loyalistes à se terrer chez eux et à attendre que la situation se calme. L'opposition à la Couronne et à la politique menée par le Parlement de Londres se fait de plus en plus forte et la question de la légitimité du gouvernement à imposer des taxes alors que les colonies ne sont pas représentées à ce même Parlement se pose clairement. En juin, James Otis suggère de réunir toutes les colonies et l'assemblée du Massachusetts invite les délégués à se retrouver à New York. Ce congrès se tiendra le 7 octobre en présence de délégués du Massachusetts, de la Caroline du Sud, de Pennsylvanie, du Delaware, du New Jersey, de New York, du Connecticut, du Rhode Island et du Maryland.

Le 14 août à Boston, l'effigie d'Andrew Oliver - un beau-frère du lieutenant-gouverneur Hutchinson⁸ - qui avait été appointé pour administrer le *Stamp Act* dans la province de la Baie du Massachusetts, est pendue à l'*Arbre de la Liberté* de Boston. La nuit suivante, sa maison et ses bureaux sont saccagés par une foule en colère. Trois jours plus tard, il est contraint de démissionner. Douze jours après, soit le 26 août, la foule pille et détruit l'hôtel particulier du lieutenant-gouverneur Thomas Hutchinson ; l'argenterie, le mobilier et d'autres objets de valeur sont volés. Le matin suivant, la rumeur se répand que ces actes ont été commis par un groupe de colons opposés au *Stamp Act*, qui se fait appeler les *Fils de la Liberté*, d'après la phrase qu'avait prononcée Isaac Barré lors des débats avec le Premier ministre Grenville. Cette organisation clandestine a déjà des ramifications dans d'autres villes des colonies. La plus active est à Boston et est issue d'autres sociétés secrètes de moindre importance tels les *Loyal Nine* et le *Boston Caucus Club*. Le chef des *Fils de la Liberté* est Samuel Adams. Né le 27 septembre 1722 à Boston, Samuel Adams est le fils d'un marchand et brasseur. A l'âge de 18 ans, il est diplômé de l'université de Harvard. Avec des fonds empruntés à son père, il tente de démarrer une brasserie, mais rapidement, il se montre

⁶ A Complete History of the United States of America embracing the whole period from the Discovery of North America down to the Year 1820 - Vol. III, Hartford, 1821, p. 15-16.

⁷ Ibid. p. 16.

⁸ En 1771, lorsque Hutchinson est nommé gouverneur du Massachusetts, Andrew Oliver devient lieutenant-gouverneur. Le 13 mars 1774, il meurt à l'âge de 67 ans.

être un piètre entrepreneur. A la mort de son père, il dilapide son héritage et devient collecteur de taxes avant de se lancer dans la politique, domaine dans lequel il excelle et se révèle être un brillant orateur. Dès 1765, il est élu à l'assemblée du Massachusetts.

Déjà en mai à Williamsburg, la Chambre des bourgeois⁹ s'était réunie dans un climat d'incidents et de violence. Du haut de la tribune, le jeune avocat Patrick Henry énonça une série de mesures condamnant la politique fiscale de la Grande Bretagne. Dans la salle, son discours fut interrompu aux cris de *trahison*. Sans se laisser impressionner, l'avocat répondit au président de l'assemblée : *Si ce doit être une trahison, tirez-en donc les conséquences !* A New York, les délégués des neuf provinces réunies pour dénoncer les abus de pouvoir du Parlement britannique rédigent un document par lequel ils font part des doléances de ses membres et du non-droit de taxer les colonies puisqu'elles ne sont pas représentées. John Dickinson, un politicien originaire de Pennsylvanie, est chargé d'écrire le texte que l'avocat James Otis modérera en changeant les excès verbaux d'extrémistes dont ceux de Patrick Henry, le délégué de Virginie.

Au moment même où le *Stamp Act* fut signé par le Roi, une autre loi fut adoptée par le Parlement : le *Quartering Act*¹⁰. Cette loi contraint la population à donner le gîte dans les maisons vides, les granges et les tavernes et à assurer le couvert à la soldatesque. Devant le refus des colons de répondre aux demandes de logement formulées par le général Thomas Gage, c'est lui-même qui demandera au Parlement de légiférer et de décréter cette nouvelle mesure. En janvier 1766, l'assemblée coloniale rejette la demande du commandant en chef.

A Londres, lors des débats relatifs au *Stamp Act*, des marchands britanniques se plaignent des effets néfastes sur le boycott de leurs marchandises. Le 11 février, la cour de justice de Virginie déclare le *Stamp Act* illégal et, deux jours plus tard, Benjamin Franklin, l'agent colonial en Angleterre, s'adresse aux lords en leur disant que cette loi est injuste vis-à-vis des colons et qu'elle peut générer une révolution. Le 21, sous la pression des marchands et de l'inquiétude de la bourse suite à l'arrêt des exportations de produits anglais vers les colonies, le Parlement adopte un texte d'abrogation du *Stamp Act* par 276 voix pour et 168 voix contre ; le 18 mars, le Roi y consentira. Dans les colonies, les cloches sonnent la nouvelle à toute volée. A Boston, l'*Arbre de la Liberté*¹¹ est décoré de bannières et de banderoles, la population allume des feux d'artifice et lance des pétards dans les rues. En décembre à New York, devant le refus de l'assemblée de la ville de loger et de nourrir l'armée, le général Gage ordonne à l'assemblée de cesser ses activités et de se dissoudre. Chaque demande recevait une fin de non-recevoir sous prétexte que la ville n'avait pas les moyens d'assurer la subsistance des troupes. Excédé par les affrontements entre les colons - dont les Fils de la Liberté - et ses hommes, Gage a fait venir dans le comté des régiments cantonnés à l'ouest, afin de faire régner l'ordre. N'arrivant pas à ses fins, le général n'a d'autre recours que la dissolution de l'assemblée. Le 6 juin 1767, l'assemblée de New York vote une allocation de trois mille livres pour le casernement de l'armée. Se faisant, la ville espère ainsi obtenir de Londres la révocation de la dissolution de l'assemblée ordonnée six mois plus tôt.

⁹ La Chambre des bourgeois (House of Burgesses), créée par la Virginia Company, était la première assemblée d'élus dans les colonies.

¹⁰ Loi sur le cantonnement.

¹¹ L'*Arbre de la Liberté* se trouvait sur Hanover Square, la partie « la plus publique » de Boston - Boston Tea Party Ships & Museum (www.bostonteatpartyships.com).